



Revue de presse



Mardi 03 Septembre 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les nouvelles réformes renforceront l'attractivité et la compétitivité de la finance islamique

Les récentes réformes du cadre juridique régissant la finance islamique en Algérie devraient rendre les financements conformes aux préceptes de la charia plus attractifs et compétitifs sur la place bancaire nationale, ont affirmé des acteurs du secteur.



Il animera aujourd'hui un grand meeting à la Coupole du 5-Juillet

Tebboune : le grand finish

Près de 15 000 personnes venues des quatre coins du pays sont attendues à ce rendez-vous qui doit clore en toute beauté la campagne de âami Tebboune.

L'apogée! Cet après-midi, la Coupole du 5-Juillet vibrera sous les acclamations de près de 15 000 partisans venus des quatre coins du pays pour assister au dernier acte de la campagne électorale du Président sortant et candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune.

Économie : Croissance des Recettes Fiscales en Algérie

Augmentation des recettes fiscales

Les recettes fiscales ordinaires en Algérie ont enregistré une hausse de 16% durant les sept premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023, atteignant 2488 milliards de dinars. Cette augmentation est principalement due à la relance de l'activité économique et à l'application des mesures fiscales prévues dans les lois de finances de 2022 et 2023.



Les réformes du cadre juridique renforcent l'attractivité de la finance islamique

Les récentes réformes juridiques dans le secteur de la finance islamique en Algérie promettent de rendre les financements conformes aux principes de la charia plus compétitifs au sein du système bancaire national. Selon les acteurs du secteur, ces évolutions législatives devraient contribuer à faire disparaître progressivement les contraintes qui freinaient jusqu'ici le développement de cette activité bancaire.



Le capital-risque en Afrique subit un ralentissement marqué au premier semestre 2024

Après deux années de relative stabilité, le marché africain du capital-risque n'a pas échappé à la crise mondiale. L'augmentation du coût de l'argent a refroidi les ardeurs des investisseurs, qui se montrent désormais plus prudents. Selon un rapport publié le 20 août par l'Association africaine de capital-investissement et de capital-risque (AVCA), les fonds de capital-risque

investis en Afrique ont chuté de plus de 65% au premier semestre 2024, atteignant 700 millions de dollars, comparé à la même période en 2023.



Finance islamique, des avantages accrus pour les emprunteurs

La finance islamique en Algérie connaît un tournant décisif grâce aux réformes récentes du cadre juridique, qui visent à renforcer son attractivité et sa compétitivité sur le marché bancaire national.

Ces réformes, initiées par la publication de plusieurs décrets, visent à offrir à la finance islamique les mêmes avantages que ceux dont bénéficie la finance conventionnelle, selon des acteurs du secteur.



Pétrole : le Brent à plus de 77 dollars

Les cours du **pétrole** hésitaient lundi attentifs aux données économiques chinoises, pays déterminant pour les investisseurs car moteur de la croissance mondiale de la demande en brut.

Ce lundi matin, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 0,25% à 77,12 dollars.



De nouvelles réformes renforceront l'attractivité et la compétitivité de la finance islamique

Les récentes réformes du cadre juridique régissant la finance islamique en Algérie devraient rendre les financements conformes à la charia plus attractifs et compétitifs dans le secteur bancaire national, ont déclaré les acteurs du secteur.

S'adressant à l'APS, plusieurs acteurs du marché financier islamique estiment que les contraintes qui existaient en raison de textes juridiques inadaptés aux caractéristiques de ce

nouveau type d'activité bancaire ont commencé à disparaître progressivement avec la publication de plusieurs décrets destinés à lui donner le même statut. avantages par rapport au financement conventionnel.



Les nouvelles réformes renforceront l'attractivité et la compétitivité de la finance islamique

Les récentes réformes du cadre juridique régissant la finance islamique en Algérie devraient rendre les financements conformes aux préceptes de la charia plus attractifs et compétitifs sur la place bancaire nationale, ont affirmé des acteurs du secteur.

Les Enjeux *Eco*

Visant à renforcer son attractivité sur le marché bancaire: De nouveaux avantages pour la finance islamique

L'Etat veut développer davantage la finance islamique. Des réformes profondes ont été engagées, visant à l'adaptation du cadre juridique régissant cette finance qui est en pleine expansion en Algérie notamment en matière de dépôt.

Les Enjeux *Eco*

Entre élections présidentielles et multiplication de dépenses: Le gouvernement table sur une rentrée sociale réussie

La rentrée sociale à l'instar de tous les pays, coïncide avec la rentrée scolaire. Pour cette rentrée sociale, le gouvernement entend déployer tous ses moyens pour la réussir, et ce d'autant plus que le gouvernement aura à gérer, outre la rentrée sociale, les élections présidentielles.

بنوك: الإصلاحات الجديدة ستعزز جاذبية وتنافسية الصيرفة الإسلامية

ينتظر أن تساهم الإصلاحات الأخيرة التي يعرفها الإطار القانوني المنظم للصيرفة الإسلامية بالجزائر، في جعل التمويلات المطابقة للشريعة أكثر جاذبية وتنافسية على الساحة البنكية الوطنية.

ويرى عدة متدخلون في مجال الصيرفة الإسلامية في تصريحات ل/واج أن القيود التي كانت موجودة بسبب عدم تكييف النصوص القانونية المنظمة للنشاط البنكي مع خصائص هذا النوع الجديد من الصيرفة، بدأت تزول تدريجيا مع صدور عدة نصوص ترمي إلى نقل بعض الامتيازات الموجودة في الصيرفة التقليدية إليها.



بفضل الإصلاحات القانونية على الصيرفة الإسلامية في الجزائر

التمويلات البنكية وفق الشريعة أكثر جاذبية وتنافسية وطنيا

ينتظر أن تساهم الإصلاحات الأخيرة التي يعرفها الإطار القانوني المنظم للصيرفة الإسلامية بالجزائر، في جعل التمويلات المطابقة للشريعة أكثر جاذبية وتنافسية على الساحة البنكية الوطنية.

ويرى عدة متدخلين في مجال الصيرفة الإسلامية في تصريحات لـ"واج" أن القيود التي كانت موجودة بسبب عدم تكييف النصوص القانونية المنظمة للنشاط البنكي مع خصائص هذا النوع الجديد من الصيرفة، بدأت تزول تدريجيا مع صدور عدة نصوص ترمي إلى نقل بعض الامتيازات الموجودة في الصيرفة التقليدية إليها.

الدعاية للمترشحين ممنوعة خلال فترة الصمت الانتخابي

الحملة الانتخابية تنتهي اليوم.. إحالة الكلمة للشعب

يسدل الستار، اليوم، على الحملة الانتخابية لرئاسيات 7 سبتمبر الجاري، التي دامت 20 يوما، اجتهد خلالها الفرسان الثلاثة لهذا الاستحقاق وممثلوهم في الدعاية والترويج لبرامجهم الانتخابية، لإقناع الناخبين بالتوجه لصناديق الاقتراع بقوة والتصويت لصالحهم، في ظل تنافس هادئ والتزام بضوابط السلطة الوطنية المستقلة للانتخابات، بعيدا عن التراشق السياسي وخطاب التجريح والشتم والكرهية.

LAZIZ FAID. *Ministre des Finances*

«L'adhésion de l'Algérie à la NDB ouvre des perspectives nouvelles»

L'adhésion de l'Algérie à la Banque des BRICS est loin d'être un fait anodin. Dans cet entretien, le ministre des Finances, Laaziz Faid, revient sur les tenants et les aboutissants de cette adhésion et ses implications pour l'économie nationale.

Propos recueillis par
Mahmoud Mamart

La demande d'adhésion de l'Algérie à la Banque des BRICS (NDB) vient d'être approuvée. Qu'attendez-vous concrètement de cette adhésion ?

Comme récemment annoncé, le Conseil des gouverneurs de la NDB, réuni à Cape Town (Afrique du Sud), a approuvé le 31 août 2024 la demande d'adhésion de notre pays à cette institution. Cette approbation est un pas important dans notre processus d'adhésion à la NDB, laquelle adhésion traduit la volonté de l'Algérie d'accéder à une architecture financière alternative, offrant des conditions de financement



de la NDB, la contribution au capital leur permet d'avoir une voix dans la gouvernance de la Banque, y compris

de mobiliser des ressources financières pour soutenir des projets qui contribuent à la croissance économique et au développement durable dans les pays en développement.

En termes d'avantages, les pays qui adhèrent à la NDB, même s'ils ne sont pas membres des BRICS, peuvent bénéficier de financements pour des projets de développement essentiels. L'adhésion à la NDB peut offrir des conditions de financement favorables, une plus grande flexibilité, et un soutien adapté aux besoins spécifiques des économies émergentes et en développement.

L'adhésion de l'Algérie à la NDB va-t-elle aider dans son processus d'adhésion à l'Organisation des BRICS ?

Comme je l'ai indiqué précédemment, les processus d'adhésion au Groupe des BRICS et à la NDB sont distincts. Cependant, être membre de la NDB est certainement un atout qui pourrait jouer en faveur de l'Algérie à l'occasion d'éventuelles futures discussions sur son adhésion aux BRICS. En effet, en rejoignant la NDB, l'Algérie va établir des liens plus étroits avec les pays membres des BRICS, en particulier dans le domaine du développement économique et du financement des infrastructures. Cela pourrait faciliter un dialogue et une coopération plus étroits avec ces pays, faisant

également de la possibilité de lever des fonds sur les marchés internationaux via des émissions obligataires. Elle a émis des obligations libellées en yuan, en rouble, et dans d'autres devises locales, permettant de diversifier ses sources de financement. La Banque collabore également avec d'autres institutions financières multilatérales et bilatérales pour cofinancer des projets de grande envergure.

La NDB finance principalement des projets dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de la santé, et des infrastructures numériques. Ces projets sont conçus pour promouvoir un développement durable et inclusif. En dépit de sa création récente, la NDB a déjà approuvé plus de 32 milliards de dollars de prêts pour le financement de 96 projets dans ses pays membres et au-delà. La NDB propose des conditions de financement favorables, avec des taux d'intérêt compétitifs et des périodes de remboursement flexibles, adaptées aux besoins spécifiques des pays en développement.

L'adhésion de l'Algérie à la NDB ouvre la voie à plusieurs rôles potentiels que notre pays pourrait jouer dans l'institution : l'Algérie pourrait tirer parti en cas de besoin et si elle le souhaite, des capacités de financement de la NDB pour soutenir ses propres

plus souples et adaptées aux besoins spécifiques des économies émergentes et en développement. La NDB, une institution de création récente, propose des solutions financières innovantes, notamment dans les secteurs des énergies renouvelables, des infrastructures durables et de la digitalisation. Ces initiatives s'alignent parfaitement sur les priorités actuelles de développement de l'Algérie.

Sur un autre plan et en adhérent à la NDB, l'Algérie s'engage dans un dialogue de développement avec d'autres pays en voie d'émergence. Cette collaboration s'inscrit dans une vision de partenariat Sud-Sud, qui vise à promouvoir des solutions plus adaptées aux besoins spécifiques des pays en développement.

Enfin, l'intégration de l'Algérie à la NDB ouvre des perspectives nouvelles pour un enrichissement mutuel, favorisant l'échange de savoir-faire et d'expériences entre économies émergentes. Ce dialogue dynamique est un moteur pour le développement de l'Algérie et de ses partenaires, basé sur des expériences réussies et les meilleures pratiques. Bien entendu, l'adhésion de notre pays à cette Banque va induire une contribution à son capital et je profite de cette occasion pour clarifier la nature de cette contribution. Pour la NDB et conformément à ses statuts, les contributions des pays membres à son capital sont essentielles pour lui permettre de fonctionner efficacement, de maintenir une stabilité financière et de remplir sa mission de soutien au développement international. Plusieurs options de contribution sont offertes aux nouveaux pays membres, arrêtées après discussion avec la Direction de la Banque et qui tiendront compte de plusieurs paramètres dont notamment le poids économique (PIB, population, marché...) ainsi que la volonté d'apporter un niveau déterminé de souscription. Pour les pays membres

dans les domaines stratégiques et les politiques de prêt.

L'adhésion à la NDB est un processus distinct de celui des BRICS. Y a-t-il une différence entre les pays membres des BRICS et ceux qui font partie de la Banque NDB ?

En effet, il existe une différence importante entre les deux processus d'adhésion respectivement en qualité de pays membres des BRICS et de ceux qui font partie de la Nouvelle Banque de Développement (NDB). Comme vous le savez, le Groupe des BRICS est une coalition politique et économique initiée à la base par cinq grandes économies émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Ces pays se sont regroupés pour coopérer sur des questions économiques, politiques et culturelles globales, et pour faire entendre une voix alternative sur la scène internationale.

Quant à la NDB, c'est une institution financière internationale fondée par les BRICS. Le processus d'adhésion à la NDB est indépendant de l'appartenance aux BRICS. Tout pays membre des Nations unies, qu'il soit ou non membre des BRICS, peut demander à rejoindre la NDB. De même, un pays peut être membre des BRICS sans être impérativement membre de la NDB.

En termes d'objectifs, le Groupe des BRICS se concentre sur des objectifs plus larges, incluant la coopération politique, économique et culturelle entre ses membres, ainsi que l'influence géopolitique globale. Les réunions des BRICS abordent une large gamme de sujets, y compris les politiques de développement, la réforme du système financier international, et d'autres questions globales. Pour sa part, la NDB est spécifiquement axée sur le financement du développement durable et des infrastructures dans ses pays membres. Son principal rôle est

La NDB, est une institution financière internationale fondée par les BRICS. Le processus d'adhésion à la NDB est indépendant de l'appartenance aux BRICS. Tout pays membre des Nations unies, qu'il soit ou non membre des BRICS, peut demander à rejoindre la NDB. De même, un pays peut être membre des BRICS sans être impérativement membre de la NDB.

de notre pays un partenaire fiable et capable d'apporter sa contribution au développement régional. De même, en participant aux projets de la NDB, l'Algérie montre son engagement envers des objectifs de développement alignés sur ceux des BRICS, tels que la croissance économique durable, la réduction des inégalités, et la coopération Sud-Sud. Cet alignement peut renforcer la perception de l'Algérie comme un pays partageant des priorités et des intérêts similaires à ceux des BRICS.

Enfin et en participant activement à la NDB, l'Algérie montre sa volonté de s'intégrer dans des réseaux multilatéraux de grande envergure, ce qui pourrait renforcer les possibilités d'être sollicitée pour rejoindre les BRICS à l'avenir.

Quelles sont les capacités de financement de cette Banque et quel rôle compte jouer l'Algérie en son sein ?

La NDB dispose de capacités de financement robustes, qui peuvent jouer un rôle important dans le soutien aux projets d'infrastructures et de développement durable. L'Algérie en tant que nouveau membre, a l'opportunité d'utiliser ces ressources pour accélérer son propre développement, tout en contribuant à la coopération internationale et en renforçant sa position sur la scène économique régionale et mondiale. Partant, le rôle de l'Algérie au sein de la NDB pourrait ainsi être déterminant pour sa croissance future et sa stabilité économique. Plus en détail, la NDB a un capital autorisé total de 100 milliards de dollars. Le capital initial souscrit par les membres fondateurs des BRICS était de 50 milliards de dollars, réparti à parts égales entre les cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), soit 10 milliards de dollars par pays. Ce capital peut être augmenté avec l'admission de nouveaux membres. La NDB dispose

de notre pays un partenaire fiable et capable d'apporter sa contribution au développement régional. De même, en participant aux projets de la NDB, l'Algérie montre son engagement envers des objectifs de développement alignés sur ceux des BRICS, tels que la croissance économique durable, la réduction des inégalités, et la coopération Sud-Sud. Cet alignement peut renforcer la perception de l'Algérie comme un pays partageant des priorités et des intérêts similaires à ceux des BRICS.

Enfin et en participant activement à la NDB, l'Algérie montre sa volonté de s'intégrer dans des réseaux multilatéraux de grande envergure, ce qui pourrait renforcer les possibilités d'être sollicitée pour rejoindre les BRICS à l'avenir.

Quelles sont les capacités de financement de cette Banque et quel rôle compte jouer l'Algérie en son sein ?

La NDB dispose de capacités de financement robustes, qui peuvent jouer un rôle important dans le soutien aux projets d'infrastructures et de développement durable. L'Algérie en tant que nouveau membre, a l'opportunité d'utiliser ces ressources pour accélérer son propre développement, tout en contribuant à la coopération internationale et en renforçant sa position sur la scène économique régionale et mondiale. Partant, le rôle de l'Algérie au sein de la NDB pourrait ainsi être déterminant pour sa croissance future et sa stabilité économique. Plus en détail, la NDB a un capital autorisé total de 100 milliards de dollars. Le capital initial souscrit par les membres fondateurs des BRICS était de 50 milliards de dollars, réparti à parts égales entre les cinq pays (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), soit 10 milliards de dollars par pays. Ce capital peut être augmenté avec l'admission de nouveaux membres. La NDB dispose

La situation économique de l'Algérie à la veille de l'élection présidentielle

L'Algérie a enregistré une amélioration notable de sa situation financière. Après la désastreuse année 2020 marquée par l'extension de l'épidémie de Covid-19, des progrès certains ont été obtenus dans plusieurs domaines. Ils sont dus notamment au redressement du prix du pétrole, redressement qui continue de favoriser les tensions et les conflits dans le monde. Des petites et moyennes entreprises, en grand nombre, ont été constituées et font l'objet d'encouragement et de soutien.

Les investissements directs étrangers qui ont été longtemps faibles sont devenus plus consistants ces derniers mois. La balance commerciale dégage des excédents qui contribuent à augmenter les réserves de change. La croissance de l'économie est renforcée, de son côté, et elle pourrait atteindre 4% cette année. Quant à l'inflation, dont le taux a atteint les 9% en 2023, elle a tendance à s'atténuer. Des changements appréciables ont été ainsi introduits par le président actuel de la République, qui contrastent avec la politique ruineuse menée par le précédent régime.

Entre 1999 et 2019, l'Algérie a encaissé plus de mille milliards de dollars de recettes. Cette somme a été en grande partie dilapidée et utilisée à répandre la fraude et la corruption. Une tranche a servi, certes, à rembourser par anticipation la dette extérieure, opération qui a été appréciée bien qu'elle ait été effectuée dans des conditions contestables. Mais cette somme n'a pas permis la réalisation des investissements productifs indispensables, du fait de la grande faiblesse de l'économie nationale. Durant les vingt années de son avènement, le régime en

question a rendu l'Algérie plus fragile et plus vulnérable en accentuant sa dépendance vis-à-vis de l'exploitation et de l'exportation des hydrocarbures, d'une part, et des importations, d'autre part.

L'état de son économie est à la merci des fluctuations du prix du pétrole. Quant à l'industrie, sa part dans le PIB stagne depuis plusieurs années, elle n'arrive pas à dépasser 5%. A la fin 1970, elle représentait 25% du PIB à la suite des efforts déployés par le Président Houari Boumedienne, pour mettre le pays sur la voie du développement économique et social réel et durable.

Entre 1999 et 2019, l'Algérie a encaissé plus de mille milliards de dollars de recettes. Cette somme a été en grande partie dilapidée et utilisée à répandre la fraude et la corruption. Une tranche a servi, certes, à rembourser par anticipation la dette extérieure, opération qui a été appréciée bien qu'elle ait été effectuée dans des conditions contestables. Mais cette somme n'a pas permis la réalisation des investissements productifs indispensables, du fait de la grande faiblesse de l'économie nationale.

La fabrication des équipements et d'autres biens industriels qui font défaut est toujours négligée. Des projets d'investissement structurants ainsi que des actions de mise en valeur du sud du pays sont engagés. Toutefois, en l'absence d'études préalables qui précisent leur impact ainsi que les modalités de leur exécution, ils rencontrent des lenteurs préjudiciables. D'un autre côté, le programme de production de l'énergie

renouvelable a été établi d'une manière étonnante, compte tenu des potentialités exceptionnelles que recèle notre pays.

De plus, sa réalisation s'effectue sans aucun empressement. On ne semble pas, d'autre part, prendre en considération le déroulement rapide de la transition énergétique qui s'opère ailleurs. Il est à craindre, dans ces conditions, que l'Algérie ne soit pas en mesure de fournir l'énergie renouvelable qui sécurise l'avenir, au moment où la consommation de l'énergie fossile aura diminué.

En outre, les besoins énormes en

Par Bader Eddine Nouloua(*)

1990, elle a été soumise à de fortes dévaluations et dépréciations sur instigation directe du FMI et de la Banque mondiale, sans tenir compte des circonstances très graves dans lesquelles se trouvait l'Algérie. Alors que l'insécurité était partout et se traduisait par des assassinats et des massacres ignobles exécutés par des hordes sauvages d'intégristes en contradiction avec les principes et valeurs de l'Islam, les deux institutions internationales soutenaient que les mesures qu'elles préconisaient allaient inciter les entreprises locales et étrangères à investir et à relancer l'activité économique. Elles soulignaient également que leurs initiatives étaient destinées à consolider la compétitivité de l'économie, au moment où les exportations se limitaient, pour ainsi dire, au pétrole, au gaz et à leurs dérivés. Bien que l'expérience ait montré que les manipulations monétaires n'ont pas permis la réalisation des objectifs visés, les deux institutions persistent à recommander la dépréciation du dinar algérien. Celui-ci, malmené, a perdu l'essentiel de sa valeur à cause des mesures irrésistibles et routinières qui ont été appliquées.

Cette politique est à l'origine de dommages multiples qui affectent l'économie nationale. Toutes ces faiblesses et insuffisances constituent les défis à relever par le Président qui sera élu le 7 septembre 2024. Il faut espérer qu'il le fera avec efficacité et efficacité en s'appuyant sur des programmes bien étudiés et bien planifiés.

B. E. N.

(*) Ancien gouverneur de la Banque centrale d'Algérie.

بعد صدور نظام الوقاية من تبييض الأموال رمضاني يقترح تعليمات لمواصلة تمويل الاقتصاد

● أصدر بنك الجزائر نظاما جديدا، يتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب، وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل ومكافحتها. النظام رقم 03/24 الصادر في العدد 58 من الجريدة الرسمية، يتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل ومكافحتها، بناء على مداولة المجلس النقدي والمصرفي بتاريخ 24 جويلية الماضي، تطبيقا للقانون رقم 01/05 المؤرخ في 6 فيفري 2005 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها المعدل والمتمم، حيث يتوجب على البنوك والمؤسسات المالية والمصالح المالية لبريد الجزائر وضعه والعمل به، وهو يتضمن بابا خاصا بالنهج القائم على المخاطر والسياسات والضوابط الهادفة إلى تخفيف المخاطر وإدارة المخاطر المتعلقة بالتقنيات الجديدة، بينما يشمل الباب الثاني التزامات العناية الواجبة تجاه الزبائن والأشخاص المعرضين سياسيا، فيما يتضمن الباب الثالث حفظ الوثائق، والباب الرابع البنوك المراسلة، والباب الخامس أنظمة المراقبة، والباب السادس الإخطار بالشبهة، أما الباب السابع فشمل التحويلات الإلكترونية، والباب الثامن البلدان ذات أعلى المخاطر، والباب التاسع الحوكمة والرقابة الداخلية، والباب العاشر التكوين والإعلام، والباب 11 الفروع والشركات التابعة، والباب 12 دور هيئات الرقابة الخارجية للمؤسسات الخاضعة، والباب 13 حجز أو تجميد الأموال والممتلكات، والباب 14 الأصول الافتراضية، وأخيرا الباب 15 العقوبات، ثم الباب 16 أحكام ختامية، وهذا عبر مادة بعد

إلغاء النظام رقم 03/12 المؤرخ في 28 نوفمبر 2012 المتعلق بالوقاية من تبييض الأموال وتمويل الإرهاب ومكافحتها. وأشار الخبير الاقتصادي رمضاني لملى إلى أن هذا النظام يهدف إلى الوقاية من المعاملات البنكية المشبوهة وحماية المنظومة البنكية والاقتصاد الوطني والمجتمع الجزائري من مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب التي أصبحت، في المرحلة الأخيرة، تشهد تطورا كبيرا من طرف منظمات إجرامية عالمية غير معروفة، مختصة في تبييض الأموال وتمويل الإرهاب. وأضاف المتحدث أنه يبقى من أهم التحديات الراهنة هو في طريقة تطبيق هذا النظام حتى لا تؤثر على دور وأهمية البنوك في تمويل الاقتصاد والاندماج في النظام المصرفي العالمي، مقدما في هذا السياق تعليمات تستوجب على هذه المؤسسات وضع برامج "مكتوبة" وتحيينها، كما يجب عليها رسم نظام لتحديد وتقييم المخاطر والتكيف معها، على أن تكون الإجراءات المتخذة متناسبة مع طبيعة المؤسسة وحجمها.

واقترح رمضاني أن يفرض هذا النظام على المؤسسات المعنية وضع تدابير فعالة في مجال معرفة الزبائن، وأن يعدد النص الجديد كيميائيات الإخطار بالشبهة ومراقبة التحويلات الإلكترونية وحجز أو تجميد الأموال والممتلكات وإيقاف العمليات المرتبطة بأصول افتراضية، إضافة إلى أن يشمل هذا النظام المخاطر المتعلقة بالتقنيات الجديدة، بما في ذلك تطوير منتجات وخدمات وممارسات تجارية جديدة أو استخدام تكنولوجيات جديدة أو قيد التطوير.

ب. وسيم

الغاز الطبيعي يحوز على حصة الثلث هذه أهم صادرات الجزائر من المحروقات

• إيرادات الجزائر من المحروقات فاقت 49.66 مليار دولار العام الماضي

بلغت الإيرادات الإجمالية للجزائر من صادرات المحروقات، حسب تقدير وزارة الطاقة والمناجم وبنك الجزائر، برسم عام 2023، حوالي 49.663,0 مليار دولار، مقابل 59740,3 مليار دولار في 2022، وتوزعت صادرات الجزائر من المحروقات، ما بين غاز طبيعي ونضط خام، إلى جانب الغاز الطبيعي المميع وغاز البترول المسال ومشتقات النضط، ويمثل الغاز الطبيعي أكبر حصة في صادرات الجزائر من المحروقات بنسبة تتجاوز 33.1 بالمائة، يليه النضط الخام بـ 24.5 بالمائة.



حقيقت صوابي

• تكشف التقديرات الإحصائية الصادرة عن بنك الجزائرية، استنادا إلى معطيات من وزارة الطاقة والمناجم، إلى بلوغ القيمة الإجمالية لصادرات المحروقات الجزائرية ما قيمته 49.663,0 مليار في عام 2023، بينما بلغت ذات الإيرادات في 2022 نحو 59.740,3 مليار دولار، و35.190,8 مليار دولار في 2021. بالمقابل، بلغت حصة الشركاء الأجانب نحو 3.083,5 مليار دولار العام الماضي، مقابل 4.025,8 مليار دولار في 2022، و3.122,8 مليار دولار في 2021.

ووفقا لذات التقديرات، فإن الغاز الطبيعي يمثل أكبر حصة في صادرات المحروقات الجزائرية السنة المنصرمة بـ 33.1 بالمائة، وقدرت قيمة الإيرادات الجزائرية من صادرات الغاز الطبيعي بـ 16.437,7 مليار دولار، بينما بلغت قيمة تحويل الأرباح 445,1 مليون دولار، وبلغ حجم صادرات الجزائر من الغاز الطبيعي العام الماضي 34,9 مليار متر مكعب أو 1289,0 مليون وحدة حرارية بريطانية، مقابل 36,0 مليار متر مكعب أو 1333,3 مليون وحدة حرارية بريطانية في 2022، بينما قدر سعر الوحدة بـ 12,8 دولار لكل مليون وحدة حرارية، مقابل 14,7 دولار لكل مليون وحدة حرارية في 2022.

متوسط سعر النضط

بـ 83,7 دولار للبرميل في 2023 في نفس السبيل، وفيهما قدرت حصة الصادرات النفطية من إجمالي الصادرات الجزائرية بنحو 24,5 بالمائة، فإن الجزائر جنت إيرادات من صادراتها النفطية بلغت 12.159,7 مليار دولار، مقابل 15.309,5 مليار دولار في 2022، بينما بلغت حصة الشركاء الأجانب العام الماضي 3.079,0 مليار دولار، مقابل 3.079,0 مليار دولار في 2022.

ووفقا لتقديرات وزارة الطاقة والمناجم، فإن حجم ما قامت الجزائر بتصديره من النضط الخام بلغ 144,9 مليون برميل، مقابل 147,3 مليون برميل في 2022، وقدرت الإمدادات النفطية بحوالي 18,4 مليون طن متري، مقابل 18,8 مليون طن متري في 2022، بينما بلغ متوسط سعر البيع للنضط الجزائري في 2023 حوالي 83,7 دولار للبرميل، مقابل 103,7 دولار للبرميل في 2022.

المواد المشتقة تجلب للجزائر أزيد من 8,5 مليار دولار

وعلى صعيد متصل، فإن قيمة العائدات المسجلة العام الماضي، جراء تصدير المواد المشتقة، قدرت بنحو 8.505,7 مليار دولار، مقابل 10.783,6 مليار دولار في 2022، وقامت الجزائر بتصدير ما يعادل 108,4 مليون طن من المشتقات، مقابل 110,7 مليون في 2022، أو ما مقداره 13,7 مليون طن متري في 2023، مقابل 14,0 مليون طن متري في 2022، وبلغت قيمة

كما تصدر الجزائر مادة المكثفات، وفي مجال النضط والغاز، فإن المكثفات هي سوائل من المحروقات تُستخرج من الغاز الطبيعي عندما يتم تبريده أو ضغطه، وتكون المكثفات عبارة عن مزيج من المحروقات الخفيفة التي تتحول إلى سائل عند درجات حرارة وضغوط معتدلة وتستخدم كوقود بعد معالجتها، حيث تحتوي على نسبة عالية من مواد المحروقات الخفيفة التي تعتبر ذات قيمة حرارية عالية، وفي صناعة البتروكيماويات تستخدم كمادة خام لإنتاج المنتجات البتروكيماوية، مثل البلاستيك، والمطاط الصناعي، والألياف الاصطناعية، وفي مزج البنزين لتحسين جودة الوقود وزيادة إنتاجيته. وبلغت عائدات صادرات الجزائر من المادة في 2023 حوالي 2.115,5 مليار دولار، بينما 2.253,9 مليار دولار في 2022، وحددت قيمة تحويل الأرباح بقيمة 177,3 مليون دولار في 2023، مقابل 243,4 مليون دولار في 2022، بينما بلغت الكميات المصدرة 30,7 مليون برميل في 2023، مقابل 26,7 مليون برميل في 2022، وبلغ سعر البيع العام الماضي 68,6 دولار للبرميل، مقابل 84,4 دولار للبرميل في 2022، وبلغت حصة المكثفات من مجموع صادرات الجزائر 4,3 بالمائة.

الطن المثري المصدر حوالي 78,5 دولار، مقابل 97,4 دولار في 2022، وتمثل حصة المشتقات عموما في مجمل الصادرات 17,1 بالمائة، أما فيما يخص غاز البترول المميع، فإن إيراداته بلغت في 2023 حوالي 3.329,1 مليار دولار، مقابل 4.198,8 مليار دولار في 2022، وقدرت حصة تحويلات الأرباح بنحو 222,9 مليون دولار في 2023، مقابل 278,8 مليون دولار في 2022، أما بالنسبة لحجم ما صدرته الجزائر من غاز البترول المسال، فإنه بلغ العام المنقضي 70,2 مليون برميل أو 6,5 مليون طن متري في 2023، مقابل 66,1 مليون برميل أو 6,1 مليون طن متري في 2022، بينما قدرت حصة البيع بحوالي 47,4 دولار للبرميل، مقابل 63,5 دولار للبرميل في 2022، وتقدر حصة "جي بي أل" بنحو 6,7 بالمائة من مجموع الصادرات.

من جانب آخر، قامت الجزائر بتصدير ما قيمته 7.115,4 مليار دولار من الغاز الطبيعي المسال في 2023، مقابل 7.651,9 مليار دولار في 2022، بحجم تصديري بلغ 28,7 مليون متر مكعب أو 669,9 مليون وحدة حرارية بريطانية وبوحدة سعرية بلغت 10,6 دولار لكل مليون وحدة بريطانية، مقابل 14,3 دولار لكل وحدة في 2022. علما أن حصة صادرات الغاز الطبيعي المسال يبلغ 14,3 بالمائة.

صادرات المحروقات الجزائرية (2021-2023)

| السنة | البترول الخام (مليار دولار) | المكثفات الكبريتية (مليار دولار) | غاز البترول المسال (مليار دولار) | غاز طبيعي المميع (مليار دولار) | الغاز الطبيعي (مليار دولار) | مجموع إيرادات المحروقات (مليار دولار) |
|-------|-----------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|
| 2023 | 12.159 | 02.115 | 08.505 | 03.329 | 07.115 | 49.663 |
| 2022 | 15.309 | 02.254 | 10.783 | 04.200 | 07.703 | 59.740 |
| 2021 | 09.740 | 02.030 | 07.995 | 03.585 | 03.834 | 35.190 |



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger